



Bolivie : que reste-t-il de la guerre du gaz ?

Par [Roberto Zanini](#)

Mondialisation.ca, 08 décembre 2005

Original en italien, Il Manifesto (traduction: Risal) 19 octobre 2005

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

La plaque dit « mausolée », mais c'est la seule chose un peu plus haute qu'une tombe dans tout le cimetière de Tarapacà, le ciel bas des Andes est un couvercle de bleu, le diacre avec sa guitare chante pour un groupe de cholas [1] qui pleurent. « Justicia, carajo » - justice, merde - et la chanson se termine, le prêtre commence à bénir enfants et femmes aux petits chapeaux melon et pollera, le vêtement traditionnel des femmes andines. Ce sont les veuves et les orphelins de la guerre du gaz [2]. Il y a deux ans exactement, coincé entre la rue enflammée de colère et des contrats lucratifs de fourniture à honorer, le président Gonzalo Sanchez de Lozada ordonnait à l'armée de sortir des casernes et de ramener l'ordre. Il fit un massacre, quatre-vingts morts au moins et des centaines de blessés, puis il prit la fuite. Dans toute la Bolivie, partout où il y a un nom à commémorer, il se passe ces jours-ci la même chose. Honneur à nos morts, procès au « Gringo » De Lozada.

« Ils sont morts, c'était un samedi, un jour comme aujourd'hui ». Nestor Salinas, ils ont tué son frère et, pendant des heures, les troupes ont même séquestré sa dépouille, jusqu'à ce que les gens aillent la reprendre de force, il s'appelait David, c'était le plus jeune et aujourd'hui Nestor est président du comité des victimes. Carlos marche avec des béquilles, il a perdu une jambe : c'est une rafale de mitraillette qui la lui a arrachée, ce jour-là même les blindés faisaient feu. Sa jambe aussi est ensevelie à Tarapacà. Alex Llusco Mollericona avait cinq ans et maintenant c'est une petite boîte blanche et une photo sur un poster, un projectile lui est entré dans la bouche et ressorti par la nuque. Il dort sur la colline comme tous les morts de la guerre du gaz, une de ces collines à quatre mille mètres dans les Andes, dont la Bolivie a découvert récemment la furie, terre des indigènes aymara, très pauvres et furibonds, qui ont chassé les deux derniers présidents du Palacio Quemado [palais présidentiel] - palais brûlé, parce qu'on l'a déjà rôti deux fois dans l'histoire. Maintenant ils veulent mettre la main sur leur première victime, l'assassin, le « Goni » De Lozada. Et ils se le jurent mutuellement, en allumant une autre bougie. Comme une insulte urbanistique, le cimetière de Tarapacà est limitrophe avec une grande caserne de la cavalerie. C'est de là que sortirent les massacreurs.

C'était un automne très chaud en Bolivie, en 2003 ; des manifestations les unes après les autres. L'été, De Lozada avait fait savoir que le gaz bolivien de Tarija irait finir au Chili, par l'intermédiaire du consortium Pacific LNG [3]. Et il avait eu tort : en quelques semaines, le pays s'était enflammé pour défendre ses hydrocarbures, en manifestant avec beaucoup de bruit, en demandant ouvertement sa démission, en arrêtant les camions citernes pleins d'essence que le gouvernement avait envoyés pour réapprovisionner les dépôts de La Paz mis à sec par des semaines de blocages des routes, en empêchant aussi le retour des

touristes du lac Titicaca (une centaine restèrent bloqués). Le 11 octobre 2003, « Goni », c'est le surnom qu'il avait pris pour sa campagne électorale, pour essayer d'être populaire malgré son accent états-unien, décida qu'il en avait assez et donna l'ordre à l'armée de sortir des casernes. Les troupes d'élite du Quatrième de Cavalerie Ingavi, basées à El Alto, prirent l'avenue Juan Pablo II (exactement : avec une atroce croix en ciment au milieu, la seule chose que le pape ait apporté lors de son voyage dans les Andes) et la transformèrent en cimetière. Ils sortirent et ils tuèrent le premier jour, ils sortirent et ils tuèrent le deuxième. Le troisième jour, les soldats firent savoir qu'ils ne bougeraient plus, presque tous venaient de la montagne et ils en avaient assez de tirer sur parents et amis. Colonels et généraux comprirent, pour le président De Lozada c'était le début de la fin.

Doña Juana Valencia pleure contre un étendard de la mairie. « Mon mari est ici, tué par une balle, il s'appelait Marcelo Carabezal Loren, je suis seule avec six enfants ». Le cimetière de Villa Ingenio est sous ce même ciel qui a l'air d'un plafond, à quelques collines de distance du centre de El Alto, au large de la terre qu'ils appellent Andes, juste à côté d'une décharge imposante et fétide dont le vent se charge largement de faire la publicité. Patricia Amalia Luna pleure son mari, « il s'appelait Damian Palacios », un autre nom sur un autre mausolée qui surplombe d'un mètre un chaos de tombes éparpillées au hasard par un croque-mort hystérique - la concession funéraire dure quelques années, après, ou bien on la renouvelle, ou bien le mort change de maison, et les « collas », les pauvres des montagnes, ont peu d'argent, et en général ils s'en servent plus pour les vivants que pour les défunts. Olga Quelce pleure son fils Luis Fernando, et son mari « mort de chagrin », dit-elle, quelques jours plus tard. Don Modesto Chino célèbre une messe brève, l'avocat Rogelio Mayta reconnaît : « Ces assassins, nous n'arrivons pas à les juger parce qu'ils sont riches ». Sur la plaque, il y a écrit : « Héros de la guerre du gaz », et il y a 22 noms. Luis avait 16 ans, célibataire, mort par balle. Florentino, Benita et Dominga, morts de brûlures à des dates diverses. Roxana, 19 ans, par balle...

Le 13 octobre, avec La Paz prête à rejoindre la protestation et 20 mille manifestants prêts à s'affronter avec l'armée dans la rue, le vice-président Carlos Mesa retira son appui au gouvernement, « pour des raisons de conscience ». Dans les morgues et les églises maintenues ouvertes par des curés indignés, il y avait déjà 63 morts, les gens allaient chercher les corps par la force, en défiant les fusillades. Les paysans aymara abattaient à la corde les ponts pour les piétons, en ciment armé, d'où l'armée tirait ; aux médecins qui criaient qu'ils avaient trop de blessés à soigner ils répondaient « soignez-les bien sinon on détruit aussi l'hôpital », et, à la force des bras, ils jetèrent aussi à terre dans la rue un wagon de chemin de fer (quand tout fut fini, la grue qui devait libérer la rue se rompit en essayant de déplacer les wagons). Les Etats-Unis, l'Organisation des Etats américains, les chefs d'entreprise boliviens et une poignée d'autres sigles nationaux et internationaux apportèrent leur appui à Sanchez De Lozada, qui, le 15 octobre, essaya de stopper la fuite de gaz qui brûlait le pays, évoquant la possibilité d'un référendum mais sans donner de date, et en accusant les chefs de la rue de rechercher « une dictature narco-syndicaliste ». Les mouvements de rue redoublèrent de fureur, en quelques jours le gouvernement perdit presque tous ses pions. Le 17 octobre, De Lozada annonça qu'il allait démissionner dans un discours à la télévision. Au lieu de ça, il fit ses bagages, embarqua sa femme Ximena, sa fille Alexandra, son ministre de la Défense (Carlos Sanchez Berzain, dit le Zorro, le renard) et celui des Hydrocarbures Jorge Berindoargue, berna le service d'ordre mis en place par le leader indigène Evo Morales tout autour de Palacio Quemado et s'enfuit en hélicoptère de l'Académie militaire de La Paz pour l'aéroport de El Alto et de là, à la fidèle Santa Cruz, chez les « cambas », les riches de la plaine, aux pulsions sécessionnistes [4] ; puis, aux Etats-

Unis. A la tombée de la nuit, toute la bande était déjà à Miami.

La musique est à mi-chemin entre la fanfare de paroisse et les Inti Illimani, des pétards aux proportions gigantesques pétaradent, une cohorte en ponchos avance sur la route et dépasse les restes d'un poste de police qu'on a fait sauter. Achacachi est la municipalité rebelle des aymaras boliviens, un endroit sans la moindre trace d'autorité publique qui ne soit communautaire, c'est-à-dire nommée en assemblée et révocable à tout moment. Pas de préfet, pas de soldats, pas de policiers, aucun percepteur. Les premiers morts du gaz sont arrivés ici, en septembre, quand l'armée bolivienne a essayé de dégager des blocus routiers pour les touristes qui étaient bloqués sur le lac Titicaca. Quatre aymaras et un soldat moururent dans un affrontement armé à Warisata, le siège de la première et extraordinaire université indienne du pays, foyer de contestation et de mouvements. Le leader indigène Felipe Quispe, le Mallku (chef), accusa le gouvernement et se déclara prêt à ouvrir le feu, De Lozada accusa les universitaires, d'autres régions se soulevèrent, la Central obrera [la centrale ouvrière] déclara la grève générale illimitée et, comme première revendication, la démission de De Lozada. C'était l'étincelle qui allait faire exploser le pays et Achacachi le commémore par un événement historique à sa manière : en recevant une caravane internationale de solidarité. Des gens à la peau blanche, qui depuis quelques temps ne sont pratiquement plus admis dans la zone. La caravane Mayaki (en aymara « nous sommes un seul ») vient d'Italie, elle est composée de militants politiques, sympathisants, délégués de parti comme Italo Di Sabato, du Parti de la refondation communiste, de journalistes et même d'une institution : la mairie de Rome, avec la vice-présidente du conseil municipal Monica Cirinnà, et un conseiller, Nunzio D'Erme. C'est une cérémonie longue et élaborée, d'abord sur une colline brûlante de soleil, puis au siège occupé par la mairie. Le « maire » d'Achacachi, Eugenio Rojas, remet au représentant de Rome une demande formelle d'aide : aidez-nous à extraditer et juger Gonzalo Sanchez De Lozada, le Goni, l'assassin.

De Miami, De Lozada se faisait interviewer en accusant : narco-syndicalistes, terroristes, et en s'en prenant même à la déloyauté de son vice-président Mesa (qui ne durera pas, il sera contraint à son tour de démissionner [5]). Des capitaux énormes, des bureaux à Washington, des protections à la cour pétrolière des Rockefeller, le « Gringo » De Lozada semblait être parfaitement à son aise au nord du Rio Bravo. Mais avec la rue bolivienne encore en feu, le chef du Mouvement au socialisme (MAS), principal parti d'opposition, l'aymara Evo Morales, demande au parlement l'inculpation formelle du président en fuite. Le 22 octobre un juge ouvre la procédure d'inculpation de Sanchez De Lozada, mais c'est un an plus tard seulement, en novembre 2004, qu'une plainte de l'association des familles des victimes de la guerre du gaz arrive à faire démarrer le procès. Le 22 juin, le département d'état états-unien a reçu une requête formelle d'inculpation pour l'ex-président et ses deux ministres en fuite, les derniers d'une longue série d'assassins qui ont trouvé refuge au pays du dollar et de la « guerre au terrorisme ». Détail savoureux : De Lozada aurait un visa comme accompagnateur de sa femme, une dame d'âge mûr de la meilleure société bolivienne, qui elle, a un visa d'étudiante. Autre détail savoureux : selon certaines interprétations, la réforme récente du code pénal empêcherait le jugement par contumace. Le père de la réforme a été, oui, faisant preuve d'une grande clairvoyance, Sanchez De Lozada

Aux requêtes boliviennes, le ministère de Condoleeza Rice n'a même pas répondu, naturellement, pendant que l'ambassadeur en Bolivie David Greenlee continue à s'allier avec les principaux représentants du pouvoir d'état bolivien pour gérer l'épisode complexe des élections de décembre [le 18 décembre exactement]. Et les aymaras boliviens, du

milieu du rien au sommet des Andes, sont en train de lancer ce qui est une vraie campagne internationale pour l'extradition de Gonzalo Sanchez De Lozada et de ses complices. Justicia, carajo.

Traduction : Marie-Ange Patrizio (Risal).

NOTES:

[1] [NDLR] Le « chola » est un métisse de sang européen ou indien. Ce terme est également utilisé pour qualifier un indigène qui adopte les usages occidentaux.

[2] [NDLR] Consultez le dossier « [Guerre du gaz](#) » sur RISAL.

[3] [NDLR] Le gouvernement bolivien a proposé l'exportation suite à l'offre d'un consortium international (Pacific LNG), composé de l'espagnole Repsol-YPF, British Energy et Panamerican Energy, qui tentait d'exporter le gaz en Californie et au Mexique. Pour arriver jusqu'aux marchés visés, était proposé la construction d'un gazoduc jusqu'à un port chilien (la Bolivie n'a pas d'accès à la mer) pour ensuite liquéfier le gaz dans une centrale de haute technologie sous contrôle de la Pacific LNG et enfin le transporter en bateau jusqu'aux marchés nord-américains.

[4] [NDLR] Santa Cruz est un département oriental du pays. Les huit autres départements sont Beni, Cochabamba, Chuquisaca, Oruro, Pando, La Paz, Potosí, Tarija. C'est dans les départements de Santa Cruz et de Tarija, dans l'est du pays, qui se trouve la plus grosse partie des richesses en ressources naturelles de la Bolivie. Un mouvement « civique » mené par les classes économiquement dominantes exige plus d'autonomie territoriale afin de contrôler ces ressources.

[5] [NDLR] Sur la démission du président Carlos Mesa en juin 2005, lire Thierry Vermorel, [Bolivie : la seconde guerre du gaz](#), RISAL, août 2005 ; Sylvie Dugas, [Après l'Argentine, la Bolivie au coeur de la tourmente néolibérale](#), RISAL, juin 2005 ; Richard Gott, [Un soulèvement sismique chez les indiens d'Amérique latine](#), RISAL, juin 2005 ; Walter Chavez, [Bolivie : mobilisations sociales pour la nationalisation des hydrocarbures et démission du président](#), RISAL, juin 2005.

La source originale de cet article est Original en italien, Il Manifesto (traduction: Risal)
Copyright © [Roberto Zanini](#), Original en italien, Il Manifesto (traduction: Risal), 2005

Articles Par : [Roberto Zanini](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca